

**Union européenne - Numérique -
Règles actualisées pour le domaine
de premier niveau .eu: le Conseil
arrête sa position - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne
(Strasbourg, 24 octobre 2018)**

L'UE révisé ses règles concernant la gouvernance du domaine de premier niveau .eu, qui est le nom de domaine internet pour l'Union européenne et ses citoyens. Les ambassadeurs des Etats membres réunis aujourd'hui au sein du Comité des représentants permanents ont arrêté la position de l'Union sur la révision proposée, qui tient compte des changements importants intervenus dans l'environnement en ligne depuis que le premier règlement relatif au domaine de premier niveau .eu a été adopté il y a 16 ans, notamment une concurrence plus forte dans l'espace des noms de domaine et le rôle plus important joué par la communauté multipartite dans la gouvernance de l'internet.

Le texte ayant fait l'objet d'un accord rend la gouvernance du domaine .eu plus transparente en mettant en place un groupe multipartite chargé de conseiller la Commission en ce qui concerne la mise en oeuvre des règles. Il étend également le droit d'enregistrer un domaine .eu aux citoyens de l'UE vivant en dehors de l'UE. En outre, le Conseil a aligné le texte sur les dispositions du règlement général sur la protection des données.

Avec près de 4 millions d'enregistrements, le domaine de premier niveau .eu est l'un des plus grands domaines internationaux de premier niveau (ccTLD). Il contribue à un environnement en ligne sûr et sécurisé et assure une présence paneuropéenne sur le marché numérique mondial. Il compte au niveau mondial plus de 700 bureaux d'enregistrement accrédités et un opérateur du registre établi en Belgique.

La proposition à l'examen fait partie de la stratégie pour un marché unique numérique et du réexamen mené dans le cadre du programme de la Commission pour une réglementation affûtée et performante (REFIT). L'accord intervenu aujourd'hui constitue un mandat donné à la présidence pour entamer des discussions avec le Parlement européen en vue de parvenir à un accord sur le texte final. Le Parlement n'a pas encore adopté sa position./.